

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1924.

Projet de loi relatif à la création
d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'armée comprend dans son organisation un certain nombre d'établissements dénommés : *Établissements de fabrication de l'artillerie*, qui sont en réalité des arsenaux militaires chargés de la construction et surtout de l'entretien de l'armement et des munitions, ainsi que du charroi et du matériel divers constituant l'outillage technique des troupes combattantes.

Ce sont, la Fonderie royale de canons, la Manufacture royale d'armes de l'État, les Ateliers de fabrication de munitions (anciennement École de Pyrotechnie) et l'Arsenal de construction ; à ceux-ci est venue s'ajouter depuis la guerre l'Usine de réparation du charroi automobile relevant de la Direction du charroi automobile.

Outre leur mission générale d'entretien et de réparation, dont l'importance suffirait à elle seule à justifier leur existence, les arsenaux répondent à d'autres fins : ils constituent en quelque sorte les laboratoires d'études des perfectionnements de l'armement et du matériel ainsi que des procédés de fabrication afférents aux travaux spéciaux que l'industrie ne peut pratiquer en temps de paix.

Les ingénieurs militaires y acquièrent les connaissances spéciales et la compétence qui leur permettent d'établir, en connaissance de cause, les cahiers des charges et les contrats et de discuter sur un pied d'égalité technique indéniable avec les industriels fournisseurs de l'armée ; les établissements constituent encore une école pour la formation des agents représentant le Département dans les Commissions de réception et de contrôle. Ils sont également une école pour la formation de ceux qui, à des titres divers, sont chargés de l'entretien et de la réparation du matériel et de l'armement de nos organismes de l'avant.

Enfin ils peuvent seuls assurer certaines fabrications spéciales pour lesquelles aucun industriel n'accepterait de s'équiper soit à cause de leur caractère dangereux soit à cause de leur faible caractère rémunérateur, de leur minime importance ou de leur intermittence.

Les établissements rendirent au cours de la dernière guerre, des services éclatants dont l'histoire a été faite en détail dans l'ouvrage intitulé : *Les établissements d'artillerie belge pendant la guerre*, par le commandant WILLY BRETON (1917), services qui firent clairement ressortir l'utilité de ces arsenaux comme éléments indispensables à l'armée.

Sous le régime ancien, c'est-à-dire avant 1913, le cadre de direction était formé par des officiers d'artillerie dont certains y faisaient plus ou moins carrière et dont d'autres faisaient un simple stage, assez court en général. Ce système avait le grave inconvénient de n'assurer qu'imparfaitement la formation technique de ceux qui avaient la charge de diriger les établissements, formation technique qui exige de plus en plus une spécialisation très poussée, laquelle ne peut se concevoir que par la stabilité de l'emploi.

La plupart des officiers qui y passaient ne considéraient, en effet, leur séjour dans les arsenaux que comme une phase accessoire de leur carrière et la faible durée de leur stage les mettait en tous cas dans l'impossibilité de donner leur pleine mesure. D'autre part, les nouvelles règles d'avancement, qui exigeaient pour l'accession au grade la preuve d'aptitudes au commandement militaire, compromettaient la carrière de ceux qui avaient désiré se consacrer aux études techniques et au service des établissements de fabrication.

Une réorganisation s'imposait. En vue d'obvier aux inconvénients ci-dessus, on pensa en 1913 à reconstituer les Arsenaux en en faisant des établissements strictement civils.

Un corps d'ingénieurs d'artillerie, recruté parmi les officiers d'artillerie, fut créé, avec un statut inspiré de celui des ingénieurs des autres Départements. Les anciennes compagnies spéciales qui avaient formé de tout temps un noyau militaire d'ouvriers des arsenaux furent dissoutes et la disparition, par extinction, des éléments militaires des établissements, fut décidée.

Cette réorganisation s'inspirait uniquement de l'activité du temps de paix des arsenaux, dont on avait principalement en vue d'assurer une bonne gestion industrielle. Elle méconnaissait entièrement la mission du temps de guerre dont celle du temps de paix ne pouvait être que la préparation.

Il est singulier d'ailleurs de remarquer combien cette mission du temps de guerre des arsenaux, qui s'avéra si importante, était peu dans les préoccupations d'avant 1914. C'est ainsi que l'ancienne instruction générale sur la mobilisation prévoyait la fermeture des établissements d'artillerie dès les premiers jours de la mobilisation et leur remplacement par de petites sections de réparations dans les trois positions fortifiées. Tous les officiers détachés devaient rejoindre leur unité. Seuls l'officier directeur et l'officier constructeur restaient à la tête des sections de réparations.

Du moins la réorganisation de 1913 eut-elle l'avantage de permettre d'esquiver cette mesure et d'assurer ainsi le fonctionnement sans hésitations et sans heurts des établissements, dès les premières heures de la mobilisation.

Mais il apparut bientôt que l'on avait été trop loin et que si l'on avait eu raison de donner aux établissements un cadre fixe et permanent, ce fut une erreur d'avoir voulu en faire des organismes civils. On avait en réalité complète-

ment sous-estimé leur étroite dépendance avec l'armée, aux vicissitudes et aux déplacements de laquelle ils étaient intimement liés et à l'existence de laquelle ils se révélaient indispensables, plus encore en temps de guerre qu'en période normale.

On fut obligé par le cours des événements de les étoffer largement par des éléments militaires qui formèrent bientôt l'élément principal de la main-d'œuvre; par la suite on fut amené, par la force des choses, à devoir redonner, pour la durée de la guerre, la qualité militaire aux ingénieurs d'artillerie.

Depuis la démobilisation, les établissements ont repris leur régime civil (à l'exception toutefois de l'usine de réparations du charroi automobile, dont par suite de sa création récente la direction est assurée par des officiers). Toutefois les vices de la conception de 1913 ressortent de plus en plus. Pour que les arsenaux soient comme ils convient en temps de guerre, des éléments complètement militaires entièrement dans la main du commandement militaire, il est nécessaire de prévoir, dès le temps de paix, la mobilisation de tous leurs éléments et leur militarisation aussi complète que possible, tout au moins en ce qui concerne leurs éléments permanents.

En premier lieu la tête doit être militaire si l'on veut éviter le régime hybride qui sévit dans les premiers mois de la guerre, où l'on vit de grandes quantités de militaires mobilisés placés sous la direction de civils, ceux-ci ne disposant, pour exercer leur autorité, que des règlements de discipline d'atelier.

Ce régime boiteux, défectueux en temps de guerre, l'est également en temps de paix. La constitution strictement civile des arsenaux militaires imaginés en 1913, apparaît bien comme un leurre. Pour diverses raisons, le voisinage d'éléments militaires et civils continue à y être de règle; de plus les établissements ont forcément avec les autorités de l'armée des rapports étroits et fréquents; il résulte de là un état de choses ambigu donnant lieu parfois à des situations délicates.

Dès lors il est indiqué de conférer l'autorité militaire au personnel dirigeant, c'est-à-dire aux ingénieurs d'artillerie et, à cet effet, de leur redonner complètement la qualité militaire.

Ces ingénieurs d'artillerie sont tous anciens officiers d'artillerie et du génie — un arrêté pris pendant la guerre ayant étendu aux officiers du génie, la possibilité d'entrer dans le corps des ingénieurs d'artillerie.

Mais ayant dû en 1913 donner leur démission d'officier avant de pouvoir entrer dans le cadre civil des ingénieurs d'artillerie, il est nécessaire qu'une loi intervienne pour les rétablir dans leur situation militaire et pour fixer les conditions de ce rétablissement, tout en évitant les inconvénients de la situation d'avant 1913.

Il est intéressant de signaler qu'une situation analogue se présente en France où existe également depuis plusieurs années un cadre permanent d'ingénieurs d'artillerie navale; la constitution d'un cadre permanent d'ingénieurs d'artillerie de terre y a fait l'objet d'un projet de loi, appuyé de motifs absolument analogues à ceux qui avaient conduit chez nous à la constitution d'un cadre permanent d'ingénieurs d'artillerie.

Mais nos voisins ont évité l'écueil de la démilitarisation de ces cadres : leurs ingénieurs d'artillerie conservent rang et qualité d'officiers avec tous les droits et prérogatives y afférents.

A côté de considérations qui précèdent il faut tenir compte d'un fait très important.

Depuis l'armistice le recrutement du corps des ingénieurs d'artillerie est pratiquement et complètement enrayé. Alors que de très nombreuses vacances se sont produites depuis la création du corps en 1913 (décès, mise à la pension, démissions, etc.), une seule nomination a pu être faite en 1920.

Or, il faut noter que le service des établissements est devenu beaucoup plus absorbant qu'avant la guerre, ce qui n'est pas pour surprendre si l'on tient compte de l'importance considérablement accrue des questions d'armement et de technique dans la guerre moderne, sans oublier la question primordiale de la mobilisation industrielle.

Quelques officiers ont bien consenti à y faire du service, mais plusieurs d'entre eux ont renoncé à entrer dans le cadre des ingénieurs et ont demandé à reprendre du service dans leurs régiments. D'autres ne s'y sont engagés qu'avec l'espoir d'une refonte des conditions actuelles de la carrière d'ingénieur.

Enfin une indemnité spéciale a dû être consentie aux officiers faisant du service dans les établissements.

Quelles sont les causes de tel état de choses?

On sait que par elle-même la carrière d'officier ne présente plus le même attrait que jadis. La cherté de la vie exerce aussi une action certaine en déterminant de nombreux éléments de valeur à se tourner vers les situations plus lucratives de la vie civile.

Or, dans l'état actuel des choses, la position d'ingénieur d'artillerie se trouve être bien moins avantageuse encore que celle d'officier.

C'est ainsi que les ingénieurs d'artillerie actuels sont nettement désavantagés comme traitement par rapport à leurs camarades de promotion dont la carrière militaire s'est déroulée normalement; certains officiers faisant le service d'ingénieurs dans les établissements sont mieux payés que des ingénieurs plus anciens qu'eux.

Les conditions sont telles qu'un officier d'artillerie ne trouverait que des désavantages à abandonner sa position pour la carrière d'ingénieur d'artillerie.

Une telle situation est évidemment l'opposé de ce qui devrait être. Le service dans les établissements est par lui-même beaucoup moins attrayant que celui des armes, il est extrêmement absorbant et comporte de plus de délicates responsabilités. La tâche des directeurs, entre autres, est particulièrement lourde.

Il va de soi, d'autre part, que si l'on veut réellement donner aux établissements de l'armée la haute valeur technique qui convient à leur mission, il est indispensable que son personnel dirigeant soit une élite recrutée parmi les meilleurs éléments et en particulier parmi ceux que leurs aptitudes et leurs goûts portent vers les questions techniques. Comment obtenir un tel résultat si les conditions faites ne permettent pas d'assurer une véritable sélection par la garantie d'avantages sérieux?

La première condition doit être de donner au jeune officier supputant les chances de sa nouvelle carrière des assurances convenables quant à son avenir. Il faut de toute évidence que ses chances d'avancement s'y présentent avec une valeur au moins égale à celle que peut lui donner la carrière d'officier d'artillerie ou du génie.

Il faut de plus que des avantages pécuniaires appréciables viennent dans une certaine mesure contrebalancer l'attrait des positions de l'industrie, attrait susceptible de s'exercer précisément sur les éléments qu'il serait intéressant de fixer dans les rangs de l'armée.

Le général français HERR, Président de la Commission centrale d'artillerie, et qui fut accrédité pendant la guerre par le Haut Commandement, auprès des Départements de la Guerre, de la Marine et de l'Armement, dans un livre qui fait grande autorité et intitulé : *l'Artillerie. Ce qu'elle est. Ce qu'elle doit être*, s'exprime comme suit :

« Il est incontestable que dans l'état actuel des choses, l'État est impuissant à retenir à son service des officiers techniciens que l'industrie civile lui enlève à coup de billets de banque... Un vieux préjugé français consiste à admettre comme un principe intangible que l'officier ne sert que pour l'honneur et qu'il est au-dessus de mesquines questions d'argent. Si ce préjugé a pu avoir quelque fondement à une époque où la vie était facile et où d'ailleurs le corps des officiers se recrutait dans les classes aisées de la société, il est devenu un anachronisme et un non sens par les temps de vie chère que nous traversons et depuis que le recrutement des officiers s'est démocratisé à l'extrême : la question du pain quotidien se pose à l'état aigu aux militaires aux mêmes titres qu'aux autres citoyens. L'État n'a pas le droit aujourd'hui d'ignorer ce fait nouveau et de se refuser à en tenir compte. Pour retenir à son service les techniciens dont il a besoin et qui ne sont que trop tentés de le quitter, il faut qu'il leur consente des avantages, avantages de carrière d'une part, avantages pécuniaires de l'autre. »

C'est pour tenir compte de tout ce qui précède que le projet de loi qui est soumis à vos délibérations prévoit le remplacement du corps actuel des ingénieurs civils d'artillerie par un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires ; les ingénieurs du cadre actuel seraient admis à y passer avec le rang et l'ancienneté d'officier que les intéressés auraient dans l'arme dont ils sont issus s'ils n'avaient pas quitté celle-ci.

De plus, le nouveau corps engloberait les officiers faisant les fonctions d'ingénieurs à l'Usine de réparations du charroi automobile.

Les conditions d'avancement seraient fixées de manière que les officiers, ingénieurs, soient assurés normalement de ne pas subir de retard par rapport à leurs contemporains des armes d'origine.

Il s'agit en fait, uniquement, comme on le voit, d'une remise au point de la réorganisation de 1913 sur des bases logiques dont on n'aurait pas dû s'écarter.

Notre projet de loi prévoit encore l'allocation d'indemnités spéciales, par

analogie à ce qui est admis pour les officiers exerçant certaines fonctions spéciales dans les commissions d'expérience et dans les établissements d'enseignement de l'armée.

Enfin, des dispositions sont prévues pour régler la question des versements effectués aux caisses des veuves et orphelins des deux départements en sauvegardant les droits acquis du fait de ces versements.

Le Ministre de la Défense nationale,

P. FORTHOMME.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1924.

Wetsontwerp houdende inrichting van een korps officieren, ingenieurs
van de militaire fabrieken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De inrichting van het leger voorziet een aantal inrichtingen geheeten : *Fabricatie-inrichtingen der Artillerie* die, in werkelijkheid, militaire arsenalen zijn, belast met de vervaardiging, en inzonderheid, met het onderhoud van de bewapening en de munitie, evenals van den legertrein en van al het materieel, die tot de technische uitrusting der strijdende troepen toehooren.

Het zijn : de Koninklijke Kanongietery, de Koninklijke Staatswapenfabriek, de werkhuizen voor munitieaanmaak (indertijd de Pyrotechnische School) en het Constructie-arsenaal ; en sinds den oorlog, nog de herstellingsfabriek voor den Automobieltrein, die afhangt van het Bestuur van den Automobieltrein.

Buiten hunne algemeene opdracht van onderhoud en herstelling, alleen reeds gewichtig genoeg om het bestaan ervan te rechtvaardigen, beantwoorden de arsenalen nog aan andere behoeften : zij zijn, om zoo te zeggen, de studielaboratoriums tot verbetering van de bewapening en van het materieel, evenals van de fabricatie-werkwijzen voor bijzondere werken, die de nijverheid, in vredes-tijd, niet mag kennen.

De militaire ingenieurs doen er de bijzondere kennis en bevoegdheid op waarmede ze, met kennis van zaken, de lastenkohiers en de overeenkomsten kunnen opmaken, en tevens op eenen voet van onbetwistbaar gelijke technische bevoegdheid, de zaken kunnen bespreken met de nijveraars- leveraars van het leger ; de inrichtingen zijn ook nog eene opleidingsschool voor de agenten, die het Departement vertegenwoordigen in de Keurings- en Toezichtscommissies. Zij zijn eveneens eene opleidingsschool voor hen die, ieder in zijn vak, belast zijn met het onderhoud en de herstelling van het materieel en de bewapening van onze strijdende organismen.

H

Ten slotte, kunnen zij alleen sommige bijzondere fabricaties verzekeren, waarvoor geen nijveraar zich zou willen uitrusten, hetzij wegens hun gevaarlijken aard, hetzij wegens de kleine winst die ze opleveren, of nog wegens de onregelmatigheid der bestellingen of hun geringe belangrijkheid.

Onder den jongsten oorlog bewezen deze inrichtingen uitstekende diensten, waarvan de omstandige geschiedenis voorkomt in het werk : *Les Établissements d'Artillerie belge pendant la guerre*, door Commandant WILLY BRETON (1917), diensten die zonneklaar het nut van die arsenalen als onmisbare elementen voor het leger hebben doen uitschijnen.

Onder het oud stelsel, 't is te zeggen vóór 1913, bestond het bestuurskader uit artillerie-officieren, van wie sommigen er min of meer hunne loopbaan uitdienden, en anderen er eenvoudig eenen tijd, doorgaans niet lang, werkzaam bleven.

Dit stelsel leverde het ernstig bezwaar op, dat de technische opleiding van hen, die de inrichtingen moesten besturen, niet kon doorgedreven worden, technische opleiding die, hoe langer hoe meer, eene zeer ontwikkelde vakkennis vereischt, die, licht begrijpelijk, slechts kan verkregen worden door de bestendigheid van de betrekking.

De meeste officieren die er vertoefden, beschouwden inderdaad hunnen diensttijd in de arsenalen maar als bijzaak in hunne loopbaan, en de korte duur van hunnen diensttijd stelde hen, alleszins, in de onmogelijkheid de volle mate hunner bekwaamheid te geven. Anderzijds bracht het nieuwe bevorderingsreglement, waarbij voor de benoeming tot de hogere graden, eene bekwaamheidsproef tot het militair commando was vereischt, de loopbaan in gevaar van hen, die zich hadden willen toewijden aan de technische studiën en den dienst der fabricatie-inrichtingen.

Eene herinrichting bleek onvermijdelijk. Om die bezwaren uit den weg te ruimen, verzoon men, in 1913, de arsenalen eene nieuwe inrichting te geven, en er uitsluitend burgerlijke inrichtingen van te maken. Een onder de artillerie-officieren aangeworven korps artillerie-ingenieurs werd tot stand gebracht, met een op dat van de ingenieurs der andere departementen gelijkend statuut. De oude bijzondere compagnies, die steeds een militaire kern van arsenaalwerklieden hadden gevormd, werden ontbonden en, er werd beslist dat de militaire elementen der inrichtingen zouden uitgeschakeld worden bij uitsterving.

Deze herinrichting was alleen ingegeven door het bedrijf der arsenalen, in vreedestijd, die men vooral goed op industrielen voet zou beheeren. Zij hield geenszins rekening met de opdracht, in oorlogstijd, waarvan die van in vreedestijd, slechts de voorbereiding kon zijn.

Het is trouwens vreemd op te merken hoe weinig die oorlogsopdracht der arsenalen, die zoo gewichtig bleek, de aandacht in beslag nam, vóór 1914. Zoo, bij voorbeeld, voorzag de oude algemeene onderrichting op de mobilisatie de sluiting van de artillerie-inrichtingen, reeds den eersten dag der mobilisatie, en de vervanging ervan door kleine herstellingssecties in de drie verdedigingsstellingen. Al de gedetacheerde officieren moesten zich bij hunne eenheid voegen. Alleen de officier-bestuurder en de constructie-officier bleven aan het hoofd van de herstellingssecties.

Althans had de herinrichting van 1913 het voordeel dezen maatregel te kunnen ontwijken, en aldus bij de mobilisatie de werking der inrichtingen, van stonden aan te verzekeren, zonder aarzelen of haperen.

Maar weldra bleek het dat men te ver gegaan was en dat men, waar men te recht de inrichtingen een vast en bestendig kader had gegeven, het toch verkeerd had voorgedad, met er burgerlijke diensten te willen van maken. In werkelijkheid had men hunne nauwe afhankelijkheid van het leger volslagen onderschat, en uit het oog verloren dat zij innig verband hielden met de wederwaardigheden en de verplaatsingen van het Leger, tot welks bestaan zij, in oorlogstijd, nog meer dan in gewonen tijd, onmisbaar bleken.

Door den loop der gebeurtenissen werd men gedwongen ze ruimschoots aan te vullen met militairen, die weldra het voornaamste arbeidend element werden; later werd men door den drang der omstandigheden ertoe gebracht de artillerie-ingenieurs, de hoedanigheid van militair te verleen, voor den duur van den oorlog.

Sedert de demobilisatie werden de inrichtingen opnieuw onder burgerlijk regime gesteld (behalve echter de herstellingsfabriek voor den automobielentrein die, wegens haar jong bestaan, door officieren wordt bestuurd). De gebreken van de opvatting van 1913 komen steeds duidelijker aan den dag. Opdat de arsenalen in oorlogstijd, zooals het behoort, heelemaal militaire elementen, volslagen onder het gezag van het militair commando, zouden wezen, is het noodzakelijk, van in vredetijd, de mobilisatie van al hunne elementen te voorzien, en hunne mobilisatie in de hoogst mogelijke mate, althans wat hunne bestendige elementen betreft.

Vooreerst moet het hoofd een militair zijn, indien men het hybridisch stelsel wil vermijden van in de eerste oorlogsmaanden, tijdens dewelke men vele gemobiliseerde militairen onder het beleid zag van burgers, die maar over de werkhuisrechtreglementen beschikten, om hun gezag uit te oefenen.

Dit verkeerd stelsel, gebrekkig in oorlogstijd, is het evenzeer in vredetijd. De uitsluitend burgerlijke inrichting, van de militaire arsenalen, die in 1913 werd uitgedacht, blijkt wel de verwachtingen te hebben teleurgesteld. Om verschillende redenen werken er nog steeds militaire en burgerlijke elementen ondereen; bovendien onderhouden die inrichtingen onvermijdelijk nauwe en drukke betrekkingen met de militaire overheid; daaruit volgt een onklare staat van zaken die soms aanleiding geeft tot moeilijke toestanden.

Derhalve ligt het voor de hand, dat het militair gezag dient toevertrouwd aan het besturend personeel, t is te zeggen, aan de artillerie-ingenieurs, en hun daartoe geheel en al de militaire hoedanigheid terug te geven.

Al die artillerie-ingenieurs zijn gewezen artillerie- en genie-officieren, want een besluit van onder den oorlog heeft het kader der Artillerie ingenieurs ook toegankelijk gemaakt voor de officieren der Genie.

Doch, vermits zij in 1913, als officier hebben moeten aftreden, om in het burgerlijk kader der artillerie-ingenieurs te kunnen treden, behoeft er eene wet om hen in hun militairen stand te herstellen, en de voorwaarden van die herstelling te bepalen, mits de bezwaren van den toestand van vóór 1913 te vermijden.

Belangwekkend is het feit dat dergelijke toestand zich voordoet in Frankrijk, waar ook al verscheidene jaren, een bestendig kader van ingenieurs van Zee-artillerie bestaat; de inrichting van een bestendig kader van ingenieurs van land-artillerie is daar het voorwerp geweest van een wetsontwerp, gegrond op volstrekt dezelfde beweegredenen als deze, die hier geleid hebben tot de inrichting van een bestendig kader van artillerie-ingenieurs.

Maar onze burens hebben de klip van de demilitarisatie dezer kaders omgezeild: hunne artillerie-ingenieurs behouden rang en hoedanigheid van officier, met al de eraan verbonden rechten en voordeelen.

Benevens voorgaande beschouwingen, dient er rekening gehouden met een zeer gewichtig feit.

Sedert den wapenstilstand is de werving van het korps artillerie-ingenieurs practisch en volslagen stopgezet. Dan als er sinds de inrichting van het korps, in 1913, zooveel plaatsen opengevallen zijn (overlijdens, pensionneeringen, aftredingen, enz.), kon er in 1920 maar één enkele benoeming verleend worden.

Welnu, er dient niet uit het oog verloren dat de dienst in de inrichtingen heel wat drukker is dan vóór den oorlog, wat niet te verwonderen is als men rekening houdt met de sterk aangegroeide belangrijkheid der vraagstukken bewapening en techniek in den hedendaagschen oorlog, zonder het overwegende vraagstuk nijverheidsmobilisatie te vergeten.

Enkele officieren hebben weliswaar er in toegestemd er dienst te doen, maar verscheidene onder hen hebben er aan verzaakt in het kader der ingenieurs te treden, en gevraagd om naar hun regiment te gaan. Anderen nog zijn maar tot dit kader overgegaan met de hoop dat de huidige toestand der loopbaan van ingenieur zou herzien worden.

Ten slotte moest er eene bijzondere vergoeding toegestaan worden aan de officieren, die in de inrichtingen werkzaam waren.

Waaraan is die toestand te wijten?

Men weet dat de loopbaan van officier op zich zelf zoozeer niet meer gezocht wordt als vroeger. Ook de levensduur oefent onbetwistbaar haren invloed uit, en noopt tal van goede elementen uit te zien naar meer winstgevende plaatsen in het burgerlijk leven.

Welnu, in den huidige staat van zaken, blijft de loopbaan van artillerie-ingenieur ver beneden die van officier.

Zoo, bij voorbeeld, trekken de huidige artillerie-ingenieurs eene lagere wedde dan hunne promotiemakkers, die hunne militaire loopbaan normaal hebben gevolgd; sommige officieren die den dienst van ingenieur in de inrichtingen waarnemen, zijn beter betaald dan ingenieurs, ouder in dienstjaren dan zij.

De toestanden zijn zoo, dat een artillerie-officier, die zijne plaats zou willen laten staan voor die van artillerie-ingenieur, er slechts allerlei nadeelen zou bij vinden.

Het ligt voor de hand, dat die toestand het tegenovergestelde is van wat hij zou moeten zijn. De dienst in de inrichtingen valt uiteraard lang niet zoozeer in den smaak als die der wapens, hij is uiterst zwaar en brengt bovendien groote verantwoordelijkheden mede. De taak der bestuurders, onder meer, is buitengewoon zwaar.

Het hoeft anderzijds geen betoog, dat, wil men aan de legerinrichtingen de hooge technische waarde geven, die hunne opdracht vergt, het onontbeerlijk is het leidend personeel aan te werven onder de beste elementen, en vooral onder hen, die zich tot de techniek aangetrokken voelen en er aanleg toe hebben. Hoe zulken uitslag te bekomen, als de gestelde voorwaarden niet van aard zijn om een degelijke keuze te doen, door den waarborg van ernstige voordeelen?

Als eerste voorwaarde geldt dat den jongen officier, die de mogelijkheden van zijne nieuwe loopbaan berekent, behoorlijke waarborgen gegeven worden, in verband met zijne toekomst. Zonneklaar is het dat zijne kans op bevordering ten minste even groot moet zijn als deze van de loopbaan van artillerie- of genie-officier.

Buitendien moeten merkbare geldelijke voordeelen in zekere mate opwegen tegen de aantrekkingskracht van de nijverheidsbetrekkingen, aantrekkingskracht die zou kunnen inwerken juist op de elementen welke het voordeelig zou zijn in de gelederen van het leger te houden.

In een gezaghebbend werk : *Artillerie. Ce qu'elle est, ce qu'elle doit être*, schrijft de Fransche generaal HEER, voorzitter van de *Commission centrale d'artillerie*, die onder den oorlog door het Hooger Commando bij de Departementen van Oorlog, Zeewezen en Bewapening, was afgevaardigd :

« Het is onbetwistbaar dat de Staat, in de heerschende omstandigheden, onmachtig is, in zijnen dienst, de officieren-vakkundigen te behouden, welke de burgerlijke nijverheid hem met banknoten ontneeft... Een oud Fransch vooroordeel wil als onaantastbaar beginsel doen aannemen, dat de officier, alleen voor de eer dient en armzalige geldkwesties versmaadt. Misschien kon dit vooroordeel wel eenigszins gelden in eenen tijd van gemakkelijk leven, toen het officierenkorps, trouwens, geworven werd in de begoede standen der maatschappij. Maar in deze tijden van duur leven, en nu dat de werving der officieren op uiterst democratischen voet geschiedt, is het een anachronisme en eene dwaasheid geworden; het vraagstuk van het dagelijksch brood is zoo nijpend voor de militairen als voor de andere burgers. De Staat heeft thans het recht niet dat nieuw feit uit te schakelen en er geen rekening mede te willen houden. Om de vakkundigen die hij behoeft, en die al te geneigd zijn hem in den steek te laten, in zijnen dienst te behouden, moet hij hun voordeelen verleenen, beroepsvoordeelen eenerzijds, geldelijke voordeelen anderzijds. »

Om rekening te houden met al het voorgaande, voorziet het aan uwe beraadslagingen voorgelegd wetsontwerp de vervanging van het huidig korps burgerlijke artillerie-ingenieurs, door een korps officieren, ingenieurs van de militaire fabrieken; de ingenieurs van het huidig kader zouden in dit korps kunnen opgenomen worden met den graad en den dienstouderdom als officier, die de belanghebbenden zouden gehad hebben bij hun oorspronkelijk wapen, hadden zij het niet verlaten.

Bovendien zouden de officieren, waarnemende ingenieurs, bij de herstellingsfabriek van den Automobielentrein, in dit nieuw korps toegelaten worden.

De bevorderingsregelen zouden zóó vastgesteld worden, dat de officieren-

ingenieurs normalerwijze zeker zouden zijn niet achter te blijven tegen hunne promotiemakkers uit de oorspronkelijke wapens.

Zooals men ziet, geldt het alleen in feite de herinrichting van 1913 bij te werken op logische gronden, waarvan men niet had mogen afwijken.

Ons wetsontwerp voorziet ook nog het verleenen van bijzondere vergoedingen, zooals voor de officieren, die zekere bijzondere diensten waarnemen in de proefnemingscommissies, en in de onderwijsinrichtingen van het leger.

Ten slotte, worden er beschikkingen voorzien ter regeling van het vraagpunt der stortingen in de weduwen- en weezenkassen van beide departementen, en om tevens de uit hoofde van die stortingen verworven rechten te vrijwaren.

De Minister van Landsverdediging,

P. FORTHOMME.

Projet de loi relatif à la création d'un corps d'officiers, ingénieurs des fabrications militaires.

Wetsontwerp houdende inrichting van een korps officieren, ingenieurs van de militaire fabrieken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté en Notre Nom aux Chambres Législatives :

ARTICLE PREMIER.

Pour assurer le fonctionnement des services techniques de fabrication, de réparation et d'entretien du matériel technique, des armements et des munitions de l'armée, il est créé un corps d'officiers, ingénieurs des fabrications militaires, en remplacement du cadre civil actuel d'ingénieurs d'artillerie.

Toutes les dispositions relatives à l'état, la position, l'avancement, le régime disciplinaire et pénal et la mise à la pension des officiers de l'armée sont applicables à ces officiers.

ART. 2.

Le mode de recrutement des officiers, ingénieurs des fabrications militaires, est réglé par le Roi.

ALBERT

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

Om de werking van de technische diensten tot aanmaak, herstelling en onderhoud van het technisch materieel, de bewapening en de munitie van het leger, te verzekeren, wordt het bestaande burgerlijk kader van artillerie-ingenieurs vervangen door een korps officieren, ingenieurs der militaire fabrieken.

Al de beschikkingen betreffend staat, stand, bevordering, tucht- en strafstelsel en oppensioenstelling der officieren van het leger, zijn toepasselijk op die officieren.

ART. 2.

De Koning regelt de wijze van werving der officieren, ingenieurs der militaire fabrieken.

Le nombre total de ces officiers est fixé par arrêté royal selon les besoins des différents services et établissements intéressés.

ART. 3.

La hiérarchie des officiers, ingénieurs des fabrications militaires, comprend les mêmes grades que celle des officiers des armes et services, depuis le grade de lieutenant jusqu'à celui de lieutenant général inclus.

L'accession des officiers ingénieurs des fabrications militaires à ces divers grades est réglée par le Roi.

ART. 4.

Par mesure transitoire, les ingénieurs d'artillerie du cadre civil actuel sont admis à passer dans le cadre des officiers, ingénieurs des fabrications militaires. Leur admission dans ce dernier cadre se fera avec le rang et l'ancienneté d'officier que les intéressés auraient occupés dans l'arme dont ils sont issus s'ils n'avaient pas quitté celle-ci.

Toutefois, ceux d'entre eux qui, pour raison disciplinaire ou de mise en disponibilité ou en non activité pour motif de santé ou par mesure d'ordre ont subi un avancement anormal, soit dans leur arme, avant leur entrée dans le cadre civil d'ingénieurs d'artillerie, soit pendant qu'ils appartenaient à ce cadre, seront classés parmi les officiers, ingénieurs des fabrications militaires en leur tenant compte des aléas subis.

Le temps passé par les ingénieurs d'artillerie dans le cadre civil, leur sera compté comme services militaires.

Ceux qui ont été attachés aux services

Een koninklijk besluit bepaalt de volle getalsterkte van die officieren, naar de behoeften der verschillende betrokken diensten en inrichtingen.

ART. 3.

De hiërarchie der officieren, ingenieurs der militaire fabrieken, begrijpt dezelfde graden als die van de officieren der wapens en diensten, vanaf den graad van luitenant tot en met dien van luitenant-generaal.

De bevordering der officieren, ingenieurs der militaire fabrieken, tot die verschillende graden, wordt door den Koning geregeld.

ART. 4.

Bij overgangsmaatregel, mogen de artillerie-ingenieurs van het huidig burgerlijk kader overgaan tot het kader van officieren, ingenieurs der militaire fabrieken. Zij worden in dit laatste kader toegelaten met den graad en den dienst-ouderdom als officier, die de belanghebbenden zouden gehad hebben bij hun oorspronkelijk wapen, hadden zij het niet verlaten.

Zij onder hen, echter, die wegens tuchtmaatregel, of op wachtgeld-, of op buiten-activiteit-stelling om gezondheidsredenen of bij ordemaatregel, niet normaal zijn vooruitgegaan, hetzij terwijl zij toebehoorden tot het burgerlijk kader van artillerie-ingenieurs, hetzij vroeger bij hun wapen, zullen gerangschikt worden onder de officieren, ingenieurs der militaire fabrieken, met inachtneming van de ondergane alea's.

De door de artillerie-ingenieurs, in het burgerlijk kader doorgebrachte tijd, komt in aanmerking als militaire dienst.

Op hen die werkzaam zijn geweest

et établissements de l'armée mobilisée, subiront les règles appliquées aux officiers, en ce qui concerne le calcul des annuités entrant en ligne de compte pour la pension.

ART. 5.

Il est accordé aux officiers, ingénieurs des fabrications militaires, une indemnité spéciale dont le montant est fixé par arrêté royal.

ART. 6.

Les versements effectués à la Caisse des veuves et orphelins instituée au Ministère de la Justice par tous les ingénieurs civils d'artillerie actuellement en fonctions seront transférés à la Caisse des pensions des veuves et orphelins des officiers de l'armée.

Toutefois, les intéressés auront la faculté de continuer leurs versements à la Caisse des veuves et orphelins instituée au Ministère de la Justice en en faisant la demande dans le délai de six mois à partir de leur affiliation à la Caisse des pensions des veuves et orphelins des officiers de l'armée.

Dans ce cas, le transfert des retenues prévu ci-dessus ne sera pas effectué.

ART. 7.

La présente loi entrera en vigueur immédiatement. Un arrêté royal en règlera l'exécution.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 1923.

bij de diensten en inrichtingen van het gemobiliseerd leger, zijn de regelen toepasselijk die gelden voor de officieren, in zake berekening van de annuïteiten die in aanmerking komen voor het pensioen.

ART. 5.

Aan de officieren, ingenieurs der militaire fabrieken, wordt eene bijzondere vergoeding verleend, waarvan het bedrag wordt bepaald bij Koninklijk Besluit.

ART. 6.

De in de Kas voor Weduwen en Weezen, van het Ministerie van Justitie, afgedragen sommen, door al de thans in dienst zijnde burgerlijke artillerie-ingenieurs, worden overgedragen in de Pensioenkas voor weduwen en weezen der officieren van het leger.

De belanghebbenden mogen echter blijven voortstorten bij de Weduwen- en Weezenkas, van het Ministerie van Justitie, op aanvraag in te dienen binnen den termijn van zes maanden, met ingang van hunne aansluiting bij de Pensioenkas voor weduwen en weezen der officieren van het leger.

In dat geval geldt de hooger voorzien overdracht van afhoudingen niet.

ART. 7.

Onderhavige wet wordt onmiddellijk van kracht. Een koninklijk besluit zal er de uitvoering van regelen.

Gegeven te Brussel, den 6ⁿ December 1923.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

P. FORTHOMME